



Formulaire CH@WORLD: **A754**

Représentation suisse à: San José	
Pays: Costa Rica	Date de la dernière mise à jour: 22.09.2021

Rapport économique

0 Résumé

La pandémie a éclaté quand le pays se trouvait déjà dans une position de fragilité macroéconomique et donc de vulnérabilité aux chocs extérieurs, mais il a quand-même assez bien tenu jusqu'à présent. De plus, la crise globale pourrait finalement se convertir en une opportunité pour le pays. Malgré les incertitudes et certains risques systémiques, plusieurs acteurs ont déjà décidé de parier sur le Costa Rica, en particulier grâce aux points forts connus : stabilité politique, bon capital humain, position géographique intéressante (*nearshoring*) entre autres.

1 Problèmes et enjeux économiques

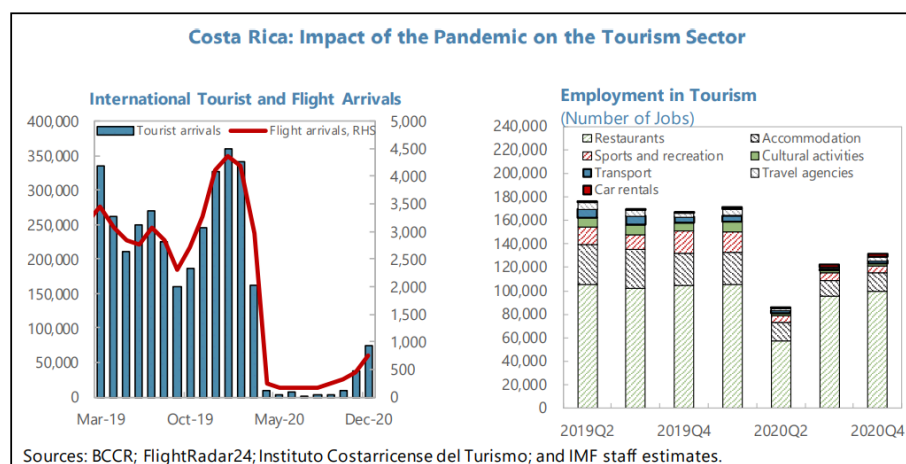
En 2020, le Costa Rica a vécu le choc économique, social et fiscal le plus sévère de son histoire récente. De plus, la pandémie a frappé quand le pays était **déjà au bord d'une crise macroéconomique**. Malgré des progrès importants faits dans son programme de réformes - en particulier grâce au processus d'adhésion à l'OCDE - le pays se trouvait encore dans une conjoncture critique. Cette situation se caractérisait par un ralentissement économique qui continuait depuis 2016, une insuffisante génération d'emplois, l'incapacité désormais chronique d'inverser des niveaux d'inégalité très élevés, un certain blocage du système politique, des tensions sociales et surtout une situation budgétaire franchement préoccupante. Depuis la crise financière mondiale de 2008, un déficit persistant des finances de l'administration centrale (qui s'explique en grande partie par l'augmentation de la masse salariale du secteur public) a conduit à un rapide endettement. La réforme fiscale de 2018 avait commencé à avoir un impact positif, mais ceci a été inférieur aux projections.

En ce qui concerne l'évolution de la **pandémie en 2020**, le Costa Rica s'était distingué durant la première phase pour un nombre de contagion très réduit, aussi grâce aux mesures rapides et ciblées du gouvernement. Le virus avait finalement atteint le pays en juin, mais sans jamais sortir de contrôle. Les conséquences ont été **graves, mais pas désastreuses**. Les autorités, compte tenu des circonstances, continuent de bien gérer la crise. Le système de santé s'est confirmé de bonne qualité, ainsi comme le service hydrique et l'assainissement. Malgré des tensions sociales, la stabilité démocratique a tenu. Les autorités ont pris diverses mesures

fiscales pour privés et entreprises, introduit des mesures temporaires pour assouplir les conditions de crédit, lancé le *cash transfer program* « Bono Proteger » en soutien à 375'000 familles, gelé les salaires dans le secteur public etc. L'export de produits a clôturé l'année avec une légère augmentation (+1,9%), grâce aux secteurs médical (+8%), alimentaire (+7%), chimique-pharmaceutique (+3%) et agricole (+2%).

La Covid-19 n'a fait qu'**amplifier les faiblesses structurelles** qu'on soulignait dans nos rapports depuis quelques années maintenant. Le chômage, déjà à des niveaux historiquement élevés, a pratiquement doublé pour atteindre 24.4% en juillet, en affectant surtout les femmes et le jeunes. On estime que l'informalité a atteint environ 55%. Cela a généré une chute des revenus des ménages. La pauvreté est passée à 26.2% (+5.2% par rapport à juillet 2019). La croissance économique est reculée d'environ 5 ans. Les secteurs les plus touchés ont été l'hébergement et la restauration (-40.7%), le transport (-22.3%), les constructions (-10.5%) et le commerce (-10.0%). La dette publique a atteint 82.8% du PIB (+11.5%), s'éloignant ultérieurement de la limite de 60% prévue par la loi, au-dessus de laquelle le pays est de plus en plus susceptible de faire face à des difficultés de paiement, surtout en situation de stress financier et de ralentissement économique. La quantité d'argent public qui s'en va en intérêts a atteint 5% du PIB, un des indicateurs les plus élevés au monde.

En ce qui concerne les **intérêts des entreprises suisses** les plus touchés, un cas notoire est celui du **tourisme**, dont l'activité a été pratiquement paralysée en 2020 par les restrictions à la mobilité, la fermeture des locaux et des frontières. On estime que, en 2019, ce secteur - directement et indirectement - contribuait à 13.2% du PIB et générait 12.9% de l'emploi total (avec un 59% d'emplois informels). Le tourisme représentait également environ 20% des exportations annuelles. Les arrivées de touristes internationaux se sont contractées de 98.7% au III trimestre. Seulement pendant le IV trimestre, grâce aux réouvertures, on a commencé à observer une certaine reprise. *[Cette tendance se confirmera en 2021 : en juillet, le nombre de nuitées dans les hôtels a déjà atteint les niveaux pré-pandémie.]*



2 Accords internationaux et régionaux économiques

2.1 Politique, priorités du pays

La grande nouvelle de 2020 a sans doute été la finalisation, huit ans après le dépôt de la demande d'adhésion et le travail de trois gouvernements, de la procédure d'adhésion à l'**OCDE**. Cette dernière a comporté des examens techniques approfondis menés par 22 comités et l'approbation d'une série de lois et de réformes. Le 15 mai 2020, le Costa Rica a été

invité à l'unanimité à rejoindre l'Organisation [le 25 mai 2021, le Costa Rica a terminé le processus de ratification et est officiellement devenu le 38^e membre de l'OCDE].

Depuis plus de 20 ans, le Costa Rica poursuit une politique qui favorise la signature d'accords commerciaux surtout avec des partenaires américains (les USA en premier), européens et de plus en plus asiatiques¹. Le Costa Rica fait partie du **Marché Commun Centraméricain** (MCCA) depuis sa fondation en 1960 et de l'**OMC** depuis 1995 (du GATT depuis 1991). Ce pays a signé des **accords de libre-échange** avec République Dominicaine, Chili, Canada, Panama, CARICOM (Barbade, Belize, Guyana, Trinité-et-Tobago), République dominicaine-Amérique centrale-États-Unis (CAFTA-DR), Singapour, Chine, Pérou, Mexique, Accord d'association entre l'Amérique centrale et l'Union européenne, Colombie, Association Européenne de Libre-Échange, Corée du Sud et Royaume-Uni (garantissant la continuité des relations politiques et commerciales après le *Brexit*). Le Costa Rica a également signé des **accords commerciaux préférentiels** avec la Colombie et le Venezuela, ainsi que des **accords bilatéraux de protection des investissements**² avec l'Allemagne, l'Argentine, le Canada, le Chili, la Corée du Sud, l'Espagne, la France, les Pays-Bas, le Paraguay, le Qatar, la République Chèque, la Suisse, Taiwan et le Venezuela.

Le Président Alvarado s'est clairement exprimé contre une adhésion à l'**Alliance du Pacifique**, opinant que le Costa Rica devrait protéger son secteur agricole de la concurrence.

2.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination)

Les accords susmentionnés ne présentent pas un potentiel de discrimination significatif pour les exportateurs et les investisseurs suisses. Au contraire, l'adhésion à l'OCDE devrait bénéficier à moyen et long terme à l'ensemble de l'économie costaricienne, ainsi qu'aux **intérêts suisses** dans le pays. Dès son entrée en vigueur en 2014, l'accord de libre-échange avec l'Association Européenne de Libre-Échange (AELE) a eu un effet clairement positif sur les échanges entre la Suisse et le Costa Rica³. Toutefois, il faut relever que ces derniers restent assez modestes en chiffres absolus.

3 Commerce extérieur

3.1 Evolution et perspectives générales

Les **États-Unis** se confirment le partenaire commercial principal du Costa Rica. Les exportations vers les **Pays-Bas** et la **Belgique** s'expliquent ici aussi par le fait que les ports de Rotterdam et Anvers servent de portes d'entrée pour la majorité des marchandises envoyées vers l'Europe. Malgré la crise, les échanges commerciaux avec les **pays centroaméricains** voisins restent importants. En ce qui concerne le rôle de la **Chine**, il sied de signaler que l'accord de libre-échange, entré en vigueur en 2011, commence à être défini ici « la grande promesse non tenue » d'exportation de biens, de services et d'attraction d'investissements dans le pays. En effet, après une décennie, les exportations montrent des hauts et des bas et une diversification qui procède lentement ; les investissements comptabilisent trois projets échoués ou retardés (route 32, raffinerie, zone économique spéciale) et la tentative de stimuler le tourisme ne fait que commencer. En 2011, le Costa Rica était pratiquement le seul pays de la région à avoir des relations économiques avec la Chine. Actuellement, le pays risque d'être dépassée par le Panama, El Salvador et la République dominicaine.

¹ Voir http://www.sice.oas.org/ctyindex/CRI/CRIagreements_s.asp.

² Voir http://www.sice.oas.org/ctyindex/CRI/CRIBITs_s.asp.

³ Voir <http://trade.efta.int/#/country-graph/EFTA/CR/2020/HS2>.

3.2 Commerce bilatéral

Comme dans les années précédentes, la Suisse a exporté au Costa Rica surtout des produits **pharmaceutiques** et importé surtout des produits **agricoles**. On souligne une fois de plus qu'il vaut la peine d'analyser les données concernant les **instruments médicaux**. Même si l'année 2020 a connu une diminution environ du 20% pour import et export, la balance se confirme en faveur des produits médicaux et optiques suisses. Ceci nonobstant le fait que, dès 2017, l'industrie des dispositifs médicaux est passée en tête de la liste des exportations du Costa Rica, en dépassant même le secteur agricole. Et malgré aussi le fait que des entreprises suisses actives dans ce secteur commencent à s'intéresser au Costa Rica pour délocaliser une partie de leur production.

4 Investissements directs

4.1 Evolution et perspectives générales

En ce qui concerne les investissements directs, nous relevons qu'en 2019 (les données de 2020 ne sont toujours pas disponibles lors de la rédaction du présent rapport) la Suisse, ayant échangé sa place avec la Colombie, est descendue d'un rang, en gardant un plus qu'honorable **6^e rang** dans le classement des principaux investisseurs rédigé par le Fond Monétaire International. On note également que les autres acteurs de cette top 10 ont conservé le même classement de l'année précédente.

4.2 Investissements bilatéraux

Roche confirme une fois de plus de parier sur le Costa Rica. Suite aux expériences positives faites depuis 2017 en matière de prestations de services informatiques et dans les domaines de la finance et des achats, *Roche Services & Solutions Operations Americas* a décidé d'embaucher 370 personnes dans le domaine des services de ressources humaines, en clôturant l'année avec plus de 700 employés directs.

De son côté, **Nestlé** a investi plus de 2 millions USD pour acheter des nouveaux bureaux. De plus, la multinationale a lancé une ligne de café moulu entièrement produit au Costa Rica et destiné au marché local. Il s'est agi également d'une contribution à la revitalisation de l'économie en pleine crise pandémique, car ce projet est réalisé avec une coopérative de plus de 350 producteurs locaux.

Enfin, **MSC Mediterranean Shipping Company** a décidé en 2020 d'investir dans la construction d'un dépôt d'une capacité de 1'600 conteneurs réfrigérés dans la province de Limón et ensuite embaucher une cinquantaine de nouveaux collaborateurs.

5 Promotion commerciale, économique et touristique « Promotion de l'image de la Suisse »

5.1 Instruments de la promotion économique extérieure

L'ambassade de Suisse - grâce au tour de présentation du nouvel ambassadeur, mais aussi à cause des besoins découlant de la crise pandémique - a intensifié cette année les contacts avec les **entreprises suisses** basées dans le pays. Cela a également été l'occasion de recueillir quelques idées, demandes et suggestions en rapport avec les besoins des entreprises en matière de promotion économique. Il est évident que pour le moment les activités dans ce domaine ont été fortement limitées par les mesures sanitaires de prévention, mais les bases ont été posées pour le travail des années à venir.

Suisse Tourisme, PRS, *Switzerland Global Enterprise* ne sont pas présents au Costa Rica. Toutefois, l'ambassade est en contact régulier avec les relatifs partenaires en Suisse et la collaboration est excellente.

5.2 Intérêt du pays de résidence pour la Suisse

L'**image** de la Suisse au Costa Rica est **excellente**, qu'il s'agisse de notre offre de services éducatifs, touristiques ou autres. Ceci est par exemple régulièrement confirmé par les réactions sur la page Facebook de l'ambassade (qui dans les quatre pays est suivie en grande majorité par des habitants de la région et pas seulement par nos concitoyens). Clairement, **compte tenu de la taille** du Costa Rica, la marge de clients potentiels dans tous ces domaines reste limitée. En tout cas, on est régulièrement contactés par des entreprises qui s'intéressent à investir en Suisse et qu'on oriente sur place ou on met en contact avec des acteurs suisses, en commençant par S-GE. Il est également possible d'identifier quelques niches intéressantes, par exemple en lien avec les vols directs reliant les villes de Zurich et de San José opérés par Edelweiss depuis le mois de mai de 2017.

Structure de l'économie

	Année 2015	Année 2020
Répartition du PIB		
Secteur primaire*	5.0%	4.2% (2019)
Secteur manufacturier*	19.4%	18.5% (2019)
Services*	75.6%	77.3% (2019)
– dont services publics**	4.1%	3.8% (2019)

Répartition de l'emploi		
Secteur primaire***	12.3%	12.0% (2019)
Secteur manufacturier***	19.2%	18.8% (2019)
Services***	68.5%	69.2% (2019)
– dont services publics****	13.2% (2015, IV)	14.3% (2019, IV)

Sources :

*https://databank.banquemondiale.org/reports.aspx?source=2&country=CRI&series=&period#selectedDimension_WDI_Time

**<https://gee.bccr.fi.cr/indicadoreseconomicos/Cuadros/fmVerCatCuadro.aspx?CodCuadro=2986&Idioma=1&FecInicial=2012/12/31&FecFinal=2020/12/31>

***<https://data.worldbank.org/indicator/SL.AGR.EMPL.ZS?end=2019&locations=CR&start=1991&view=chart>

****<https://www.inec.cr/encuestas/encuesta-continua-de-empleo> «Comparación interanual. Población ocupada según características del empleo»

Principales données économiques

	2019	2020	2021
PIB (USD mia)*	63.9	61.5 (e)	61.2 (e)
PIB/habitant (USD)*	12'599.2	11'982.3 (e)	11'805.8 (e)
Taux de croissance (% du PIB)**	2.2 (e)	-4.8 (e)	2.6 (e)
Taux d'inflation (%)*	1.5	0.9 (e)	1.2 (e)
Taux de chômage (%)*	12.4	20.0 (e)	16.0 (e)
Solde budgétaire (% du PIB)*	-6.8	-6.8 (e)	-5.9 (e)
Solde des transactions courantes (% du PIB)*	-2.3	-2.6 (e)	-3.2 (e)
Dettes extérieures totales (% du PIB)**	47.9	52.6 (e)	59.1 (e)
Dettes de l'administration centrale (% du PIB)**	56.8	68.3 (e)	72.5 (e)
Réserves (mois d'importations)**	6.3	4.8 (e)	4.6 (e)

Sources :

* www.imf.org/external/pubs/ft/weo (FMI, World Economic Outlook, avril 2021)

** FMI, Article IV Consultation (mars, 2021)

Partenaires commerciaux année : 2020

Perspective selon le pays de résidence

Rang	Pays	Exportations <i>par le pays de résidence</i> (USD millions)	Part	Var. ⁴	Rang	Pays	Importations <i>par le pays de résidence</i> (USD millions)	Part	Var. ¹⁰
1	États Unis	5'309.44	43.17%	5.18%	1	États Unis	5'779.10	37.04%	-12.85%
2	Pays-Bas	907.39	7.38%	27.51%	2	Chine	2'204.38	14.13%	2.07%
3	Belgique	614.16	4.99%	-12.94%	3	Mexique	981.01	6.29%	-10.24%
4	Guatemala	613.14	4.96%	-0.38%	4	Guatemala	408.17	2.62%	2.39%
5	Panama	502.68	4.09%	-18.41%	5	Allemagne	384.43	2.46%	-0.49%
...			
63	Suisse	5.11	0.04%	-25.73%	20	Suisse	159.26	1.02%	-3.21%
	UE	2'468.18	20.07%	2.22%		UE	1'742.24	11.17%	-3.32%
	Total	12'298.57	100 %	2.51%		Total	15'603.94	100 %	-7.38%

Source : <http://sistemas.procomer.go.cr/estadisticas/inicio.aspx>

⁴ Variation par rapport à l'année précédente en % $[(\text{Exp.2020} - \text{Exp.2019}) / \text{Exp.2019}] * 100$.

ANNEXE 4

Commerce bilatéral

PROVISORISCHE ERGEBNISSE

Eidgenössische Zollverwaltung EZV, Aussenhandelstatistik, 3003 Bern

TN103: Schweizerischer Aussenhandel nach Ländern und Kapiteln

19.01.2021

Periode: Januar bis Dezember 2020

Land: 417 Costa Rica

* = Veränderungsrate / Anteile nicht berechenbar

** = Veränderungsrate > 999,9 %

Total 2: Ergebnisse inklusive Gold in Barren und anderen Edelmetallen, Münzen, Edel- und Schmucksteinen sowie Kunstgegenständen und Antiquitäten.

Total 2		Import in Mio. CHF				Export in Mio. CHF				Saldo in Mio. CHF	
		2019	2020	+/- %	Anteil	2019	2020	+/- %	Anteil	2019	2020
Total		105.71	101.21	-4.3	100.0	197.53	200.47	1.5	100.0	91.83	99.27
01 - 24	Landwirtschaftliche Produkte	83.61	84.27	0.8	83.3	2.13	1.84	-13.4	0.9	-81.48	-82.43
25 - 26	Mineralische Stoffe	0.00		-100.0	*	0.13	0.05	-61.9	0.0	0.13	0.05
27	Energieträger			*	*	0.11	0.05	-54.4	0.0	0.11	0.05
28 - 29	Chemische Grundprodukte	0.00	0.00	**	0.0	3.37	2.10	-37.6	1.0	3.37	2.10
30	Pharmazeutische Erzeugnisse	0.06	0.13	104.7	0.1	121.07	137.46	13.5	68.6	121.01	137.33
31 - 32	Düngemittel, Farbstoffe, Pigmente	0.03	0.01	-56.2	0.0	0.19	0.16	-17.0	0.1	0.16	0.15
33 - 34	Schönheitsmittel, Waschmittel	0.00	0.00	483.7	0.0	0.54	0.33	-39.9	0.2	0.54	0.32
35 - 38	Stärke, versch. chemische Erzeugnisse	0.01	0.00	-85.9	0.0	0.52	0.71	36.2	0.4	0.51	0.70
39 - 40	Kunststoffe, Kautschuk	1.46	1.48	1.2	1.5	0.91	0.70	-22.5	0.4	-0.55	-0.77
41 - 43	Felle, Leder, Lederwaren	0.02	0.02	-3.3	0.0	0.03	0.09	241.0	0.0	0.01	0.08
44 - 46	Holz, Kork, Flechtwaren	0.00	0.00	-96.7	0.0	0.00	0.01	214.0	0.0	0.00	0.01
47 - 49	Papier und Papierwaren	0.00	0.01	120.5	0.0	0.05	2.50	**	1.2	0.05	2.49
50 - 63	Textilien und Bekleidung	0.35	0.22	-36.5	0.2	0.02	0.08	224.8	0.0	-0.33	-0.14
64 - 67	Schuhe, Schirme usw.	0.01	0.03	339.6	0.0	0.00	0.00	-11.0	0.0	0.00	-0.03
68 - 70	Waren aus Steinen, Keramik, Glas	0.00	0.01	112.2	0.0	0.39	0.29	-27.1	0.1	0.39	0.28
71	Edelsteine, Edelmetalle, Bijouterie	2.05	0.56	-72.8	0.6	5.71	3.66	-35.8	1.8	3.66	3.10
72 - 83	Unedle Metalle und Waren daraus	0.08	0.04	-48.5	0.0	1.66	1.29	-22.0	0.6	1.58	1.25
84	Maschinen (nicht elektrisch)	0.09	0.35	304.0	0.3	2.32	2.14	-7.6	1.1	2.23	1.79
85	Maschinen (elektrisch)	2.37	1.30	-45.4	1.3	6.11	5.49	-10.0	2.7	3.73	4.20
86 - 89	Fahrzeuge, Flugzeuge usw.	0.13	0.08	-38.6	0.1	0.04	0.03	-35.6	0.0	-0.09	-0.06
90	Opt. / medizin. Instrumente	15.13	12.32	-18.6	12.2	43.93	34.02	-22.6	17.0	28.80	21.69
91	Uhrmacherwaren		0.18	*	0.2	8.19	7.22	-11.9	3.6	8.19	7.03
92	Musikinstrumente		0.00	*	0.0	0.01	0.00	-87.5	0.0	0.01	0.00
93	Waffen und Munitionen		0.00	*	0.0			*	*		0.00
94	Möbel, Bettzeug usw.	0.23	0.19	-15.3	0.2	0.06	0.25	290.0	0.1	-0.16	0.06
95 - 96	Spielzeuge, Sportgeräte usw.	0.01	0.01	-29.8	0.0	0.03	0.01	-72.8	0.0	0.02	0.00
97	Kunstgegenstände, Antiquitäten	0.07	0.00	-97.6	0.0	0.01		-100.0	*	-0.06	0.00

Source : Administration fédérale des douanes, résultats provisoires, 19 janvier 2021

ANNEXE 5

Principaux pays investisseurs

année : 2019

Rang	Pays	Investissements directs (Mio USD, stock)	Part	Variation (stock)	Flux année écoulée (USD)
1	États Unis	24'543	56.34%	11.38%	2'794
2	Espagne	2'709	6.22%	5.17%	140
3	Mexique	2'124	4.86%	6.87%	146
4	Pays-Bas	1'724	3.96%	5.80%	100
5	Colombie	1'606	3.69%	9.65%	155
6	<i>Suisse</i>	<i>1'583</i>	<i>3.63%</i>	<i>6.82%</i>	<i>108</i>
7	Royaume-Uni	1'321	3.03%	4.39%	58
8	Panama	1'229	2.82%	8.71%	107
9	Canada	1'157	2.66%	5.70%	66
10	Italie	667	1.53%	2.40%	16
	Total	43'564	100 %	9.57%	4'171

Source: <http://data.imf.org> (Coordinated Direct Investment Survey, Inward Top 20)

Nota Bene : le Ministère du Commerce costaricien (<https://www.comex.go.cr/inversion-extranjera-directa>) n'a pas encore mis à jour ses données, mais on rappelle que pour 2018 il plaçait la Suisse au 8^{ème} rang (avec un flux de USD 52.4 millions), après États-Unis (1'444.7), Pays-Bas (128.6), Panama (93.2), Mexique (80.6), Colombie (68.6), Espagne (57.0) et Brésil (56.2).